



Crise au Congo-Brazzaville: la main cachée de la France

Par [Gearóid Ó Colmáin](#)

Mondialisation.ca, 01 mai 2016

[ahtribune.com](#)

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Depuis la réélection, le 20 mars dernier, du Président Denis Sassou-Nguesso pour un troisième mandat controversé, le gouvernement de la République du Congo a essuyé les critiques de la communauté internationale concernant l'allégation de son bombardement de « quartiers civils » à la suite d'attaques terroristes à Brazzaville, la capitale du pays. Cependant, en réalité la nation d'Afrique Centrale combat actuellement les premiers stades d'une insurrection appuyée par la France et les USA, et/ou l'OTAN - une tentative de l'OTAN pour déstabiliser un pays qui se rapproche de la sphère d'influence des BRICS. Dans cet article, j'examine les coulisses géopolitiques et historiques d'une crise politique ouest-africaine d'importance mondiale.

Dans le sillage des élections présidentielles du 20 mars dernier qui ont vu la réélection controversée du Président Denis Sassou-Nguesso avec plus de 60% des suffrages exprimés, la République du Congo a été le témoin d'une instabilité croissante. Les candidats de l'opposition ont férocelement contesté les résultats électoraux. Cette contestation a été encouragée par le gouvernement français, l'Union Européenne et les États-Unis d'Amérique qui ont tous soutenu des candidats de l'opposition, tout particulièrement Guy-Brice Parfait Kolélas, arrivé en deuxième position des élections avec 15% des votes.

Pendant les nuits du 4 et du 5 avril, des terroristes ont attaqué Brazzaville la capitale du pays, tuant dix-sept personnes. Six commissariats de police, deux postes de contrôle douaniers ainsi que l'hôtel de ville ont été incendiés. Les [terroristes](#) étaient des membres de l'organisation Ninja Nsiloulhou qui est dirigée par Pastor Ntoumi, un vieil ennemi du président et soutien du candidat de l'opposition perdant, Guy-Brice Parfait Kolélas.

Répression sévère des citoyens?

Le 5 avril, immédiatement après ces attentats, les militaires congolais ont mené une opération anti-terroriste dans la région de Pool, au sud du pays - un fief des terroristes de Ninja Nsiloulhou et de leurs représentants politiques. Les terroristes avaient combattu les forces de Sassou-Nguesso pendant la guerre civile de 1998-2002. La milice des Ninja Nsiloulhou est composée d'aventuriers sectaires et de mercenaires dotés de liens avec les services secrets étasuniens et français.

Pastor Ntoumi, qui est issu du groupe ethnique majoritaire au Congo, a constitué une nouvelle armée étonnamment bien équipée, les « Forces Armées Républicaines pour L'alternance au Congo » (FARLC). Les forces de Ntoumi n'ont aucun programme économique pour proposer un changement. Ils sont plutôt davantage concernés par

l'éviction des Mbochi du nord du pouvoir, le groupe ethnique du président et minoritaire dans le pays.

La domination impérialiste occidentale de l'Afrique repose généralement sur l'octroi de l'exercice du pouvoir à des ethnies ou tribus minoritaires. Toutefois, avec le temps, beaucoup de ces régimes ont surmonté les divisions tribales; privant ainsi l'impérialisme des avantages à l'entretien de la division des nations assujetties. Bien que les Mbochi ne représentent que 12% de la [population](#) du pays, ils occupent plus de 40% des postes gouvernementaux – une source de tensions ethniques présentement instrumentalisée par l'impérialisme.

L'historique de mensonges et de propagande de guerre d'Amnesty International

Étant donnée l'hostilité des gouvernements occidentaux à la réélection de Sassou-Nguesso, il n'est guère surprenant de découvrir que la première réaction des médias de l'establishment français face à la répression des terroristes Ninja par le gouvernement congolais, soit venue sous la forme d'un rapport condamnatore d'Amnesty International. L'organisation de défense des droits de l'homme a fortement réprouvé ce qu'elle décrit comme le bombardement de cibles civiles par les militaires congolais. Toutefois, le rapport d'Amnesty International admet que l'organisation n'a pas eu accès à la zone en question, et qu'elle n'a pas été en mesure de confirmer la moindre des accusations portées par leurs sources anonymes dans la région de Pool.

Le gouvernement de la République du Congo a opposé une réfutation ferme au rapport d'Amnesty International, déclarant que le dossier n'est étayé par aucune preuve. De plus, les accusations d'Amnesty ont été contredites par l'organisation humanitaire catholique Caritas – qui a également visité Pool et n'a relevé aucune persécution des civils par les militaires. L'un des mensonges proférés par Amnesty International au sujet de l'opération militaire congolaise à Pool a d'ores et déjà été exposé.

L'organisation de défense des droits de l'homme a affirmé qu'une école primaire à Soumouna avait été bombardée. Cependant, des photos prises le 18 avril attestant que l'école n'a subi aucun bombardement. L'une des sources « clé » pour le rapport d'Amnesty est Monsignor Louis Portella, un proche confident de Pastor Ntoumi le terroriste précité, qui est pourchassé par les militaires congolais.

Le rapport d'Amnesty a fourni des munitions à la rhétorique anti-Nguesso de l'opposition, qui décrit l'opération anti-terroriste à Pool comme un « génocide ». Malgré le fait qu'elle soit largement considérée être une organisation fiable, objective et respectable, Amnesty International possède une longue histoire de légitimation de propagande guerrière, au profit des États-Unis et de leurs alliés.

L'organisation de défense des droits de l'homme a été accessoire dans l'assassinat du dirigeant ghanéen Kwame Nkumra, alors qu'il était la cible de la CIA. Amnesty International a été [accusée](#) de complicité dans l'assassinat de Nkumra; ils ont également été accusés de complicité dans la mort de Patrice Lumumba, premier Premier Ministre de la République Démocratique du Congo.

Zbigniew Brzezinski (ancien Conseiller à la Sécurité Nationale du Président Jimmy Carter) a figuré parmi les anciens membres du conseil de direction d'Amnesty International; c'était à une époque où l'organisation de défense des droits de l'homme publiait des rapports

condamnant le gouvernement démocratique de l'Afghanistan. Pendant ce temps les Moudjahidines, appuyés par la CIA, élément de la stratégie de « l'Arc de Crise » de Brzezinski, massacraient la population afghane dans l'absence, ou presque, de critiques de la part d'Amnesty International.

L'historique d'Amnesty International dans l'exposition des crimes du Sionisme ne vaut pas mieux; l'organisation a contribué à étouffer les massacres israéliens de Chabra et de Shatila en 1982, et de Jénine en 2002.

En 1986, l'organisation de défense des droits de l'homme a publié un rapport accablant contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua, qui fut utilisé par l'administration Reagan pour justifier davantage d'aide aux terroristes contras qui allaient finir par détruire ce pays.

Au cours des prémices de la Guerre du Golfe en 1991, Amnesty International a conspiré avec les militaires US en orchestrant une fausse histoire dépeignant des soldats irakiens sortant 312 bébés de leurs couveuses dans des hôpitaux koweïtiens, et les jetant par terre. Cette histoire, qui a choqué le monde entier, avait fourni aux USA la propagande requise pour bombarder l'Irak - un bombardement suivi de sanctions paralysantes qui ont tué plus de 500 000 bébés; ce fut le début de la destruction du pays le plus riche et le plus avancé du Moyen-Orient. L'histoire avait été entièrement fabriquée par les militaires US. Amnesty International a été l'agence cruciale derrière cette fraude - un sale mensonge inventé pour justifier la guerre et le génocide.

Amnesty International participa à la diabolisation de Hugo Chavez par des putschistes soutenus par les USA précédant le coup d'état de 2002 au Venezuela. Pendant les années d'apartheid brutal en Afrique du Sud, Amnesty n'a jamais condamné ce système raciste et brutal.

En 2011, Amnesty International certifia des rapports mensongers à propos de « mercenaires africains » en Libye dont il était dit qu'ils commettaient des massacres. Les rapports, entièrement fabriqués, furent utilisés pour justifier la guerre contre la plus riche et la plus démocratique des nations africaines, résultant dans la mort de centaines de milliers de personnes, et en une crise de réfugiés toujours en cours aux proportions catastrophiques.

Depuis le déclenchement de la guerre de l'OTAN contre la Syrie, Amnesty International n'a rien produit d'autre que des mensonges et des calomnies contre les institutions démocratiques de la République Arabe Syrienne. Avec un tel passif, il n'est pas surprenant de voir Amnesty International publier un autre rapport accablant contre un gouvernement africain que l'impérialisme occidental s'efforce de renverser par la force. (voir [ici](#) pour plus de détails)

Pourquoi Sassou-Nguesso doit-il partir?

Bien qu'elle ait officiellement acquis son indépendance vis-à-vis de la France en 1958, la République du Congo ne s'est pas engagée sur un réel chemin d'indépendance avant l'accession au pouvoir de Marien Ngouabi en 1968. Pendant 9 ans jusqu'à son assassinat en 1977, Ngouabi a posé les bases du premier état socialiste d'Afrique. Le dirigeant communiste charismatique a réussi à aligner la République Populaire du Congo avec à la fois l'URSS et la Chine, en dépit du schisme idéologique entre les révisionnistes soviétiques et la Chine maoïste.

Ngouabi a également établi d'étroits liens avec Cuba. Le révolutionnaire communiste, qui disposait d'un diplôme d'études approfondies en physique, était passionné par l'éducation et a sans doute été le plus grand dirigeant de la libération africaine; mais le rêve connut une fin tragique et abrupte en 1977, lorsqu'il fut assassiné par un groupe d'officiers de l'armée emmenés par Joachim Yhombi-Opango; l'assassinat était doté de la bénédiction des services secrets français et étasuniens. Les deux pays ont repris leurs relations diplomatiques avec le Congo-Brazzaville immédiatement après que Ngouabi ait été assassiné.

Opango fut renversé en 1978 par Denis Sassou-Nguesso; le nouveau dirigeant collabora largement avec les intérêts néo-coloniaux français – une politique décrite avec euphémisme comme celle de la « Françafrique ». Des rumeurs autour du rôle de Nguesso dans le meurtre de Ngouabi ont proliféré au fil des années, mais il n'y a toujours pas de preuves concluantes le reliant au décès du dirigeant communiste.

Avec la dissolution de l'URSS en 1991, le gouvernement français força l'état congolais à s'ouvrir au multipartisme – une politique désastreuse qui apporta le règne hautement corrompu de la marionnette française Pascal Lissouba, jusqu'à ce que Denis Sassou-Nguesso reprenne à nouveau le pouvoir en 2002 après une guerre civile qui dura quatre ans. Au cours de la décennie passée, le Président Nguesso a rapproché le pays de la Chine, de la Russie, du Brésil et de Cuba – des anciens alliés de la guerre froide (à l'exception du Brésil) dans la lutte anti-colonialiste.

Construction de l'indépendance

Bien que Denis Sassou-Nguesso ne soit assurément pas un ange et que son régime est sensiblement coupable de sérieux crimes au fil des ans, il a quelques accomplissements notables à son actif; il est parvenu à restaurer la paix dans un pays déchiré par la guerre. Son gouvernement a aussi supervisé une période de croissance économique stable. Le Président Sassou-Nguesso a initié des projets économiques majeurs conçus pour élaborer la base industrielle du pays. Dans les prochains mois, un oléoduc entre Pointe-Noire, Brazzaville et Oyo sera construit par le gouvernement russe. Moscou va également contribuer à la construction de deux grands barrages hydroélectriques à Sounda et à Cholet. La région de Sounda, dans le nord isolé du pays, est d'ores et déjà reliée par une nouvelle autoroute.

L'administration Sassou-Nguesso a supervisé des progrès significatifs dans le réseau de transports. L'aéroport ultramoderne [Maya Maya](#) à Brazzaville héberge une compagnie aérienne majoritairement détenue par l'État, EC AIR, qui propose de nouvelles lignes aériennes vers des destinations commerciales mondiales majeures, comme Dubaï. L'aéroport Maya Maya est sur les rangs pour devenir le plus grand et le plus fréquenté des aéroports d'Afrique Centrale. La modernisation de l'aéroport a été réalisée par l'entreprise chinoise Weihei International, Economic and Technical Cooperative Co. Ltd.

À Pointe-Noire, la deuxième ville du pays par son importance, l'aéroport Augustino Neto est actuellement en construction. Le 22 février 2016, le gouvernement congolais a signé un contrat avec la China Road and Bridge Corporation (CRBC), pour la construction d'un nouveau port en eaux profondes à Pointe-Noire. Il est attendu que le port apporte un développement économique important pour le pays. À la signature du contrat, l'ambassadeur chinois en République du Congo a réitéré son [engagement](#) en faveur de l'industrialisation de l'économie congolaise.

De nouveaux réseaux routiers sont en cours de construction à travers le pays. Un pont routier et ferroviaire monumental va relier Brazzaville et Kinshasa, comme élément du Réseau Autoroutier Trans-Africain. Les Chinois projettent la construction d'une nouvelle voie ferrée de Brazzaville dans le sud à Ouessou dans le nord, et de Djambala au centre du pays à Pointe-Noire sur la côte; le projet promet de donner un sérieux coup de pouce au commerce et au développement industriel.

De nombreux nouveaux bâtiments administratifs sont en cours de construction dans la capitale du pays, comme élément de l'effort du gouvernement pour renforcer l'efficacité des institutions de l'état, améliorant les services fournis à la population et affirmant la souveraineté nationale. L'administration de Sassou-Nguesso entend également construire un pont long de 4km sur le fleuve Congo reliant Brazzaville à Kinshasa, capitale voisine de la République Démocratique du Congo.

Le gouvernement congolais projette de réduire la dépendance aux revenus de l'exportation du pétrole en développant son industrie agricole. Des réunions entre le ministre de l'agriculture congolais et son homologue brésilien ont eu lieu au Brésil comme au Congo en 2008, 2009 et 2010.

Le Japon a également augmenté significativement ses investissements dans l'agro-industrie de la République du Congo.

Dans le cadre de ses préparations pour héberger le Festival Musical Panafricain, de nouveaux centres culturels, des théâtres et des cinémas doivent aussi être construits. Le nouveau Complexe Sportif actuellement en cours de construction à Kintélé permettra au pays d'être l'hôte d'événements de stature internationale, augmentant les revenus et encourageant la création d'emplois.

Bien que modeste, le gouvernement congolais a démontré son engagement pour la réduction de la pauvreté en construisant plus de 10 000 unités de logements sociaux. Le pays, qui ne possède à ce jour qu'une seule université nommée après Marien Ngouabi, en aura bientôt une autre lorsque l'université Denis Sassou-Nguesso sera terminée à [Kintélé](#).

L'administration de Sassou-Nguesso a initié un projet ambitieux pour fournir de l'eau potable à la population du pays. Le projet, intitulé « Eau pour Tous », est mis en œuvre en collaboration avec l'entreprise brésilienne Asperbras - l'un des spécialistes à la pointe de la fourniture d'infrastructures publiques et d'équipements industriels lourds dans le monde. Asperbras construit aussi quatorze hôpitaux de première classe à travers le pays dans le cadre du programme gouvernemental « [Santé pour Tous](#) ».

Depuis la visite du président brésilien Lula Ignacio da Silva à Brazzaville en 2007 (il y a inauguré la première ambassade du Brésil dans ce pays), Brazzaville et Brasilia ont renforcé leurs liens. Il y a eu de nombreuses visites par des ministres congolais au Brésil et les présidents des [deux pays](#) se sont rencontrés à deux reprises depuis 2012.

Le gouvernement de Sassou-Nguesso a profité d'investissements chinois conséquents dans l'industrie pétrolière. Les Chinois ont également investi dans la construction de projets industriels majeurs, tels que le centre d'affaires de Mpila ou des viaducs impressionnants à Brazzaville et à Thalangai.

Bien que le Parti du Travail au pouvoir ait cessé d'adhérer au révisionnisme marxiste-léniniste soviétique en 1992, épousant officiellement la social-démocratie et le multipartisme politique, Sassou-Nguesso a continué d'entretenir des liens étroits avec des pays plutôt à gauche comme [Cuba](#), le Brésil, la Chine et la Russie.

Les médias occidentaux dépeignent Sassou-Nguesso comme un dictateur corrompu et assoiffé de pouvoir, qui siphonne les ressources du pays pour son propre clan et sa propre tribu; et certaines de ces accusations sont, en fait, peut-être vraies. Mais les projets d'infrastructure mentionnés plus haut démontrent que le pays construit la base de l'indépendance nationale par le biais d'investissements chinois, russes et brésiliens dans l'industrie lourde. De tels investissements menacent les intérêts néo-coloniaux; ceux-ci exigent que l'Afrique soit maintenue dans un état de sous-développement constant et de dépendance, afin que ses ressources naturelles puissent être pillées par des corporations occidentales.

Les liens de Sassou-Nguesso avec Cuba remontent à l'époque de la Guerre Froide quand la nation des Caraïbes a joué un rôle central dans les luttes de libération africaines - un fait reconnu par [Nelson Mandela](#). L'économie cubaine socialement orientée a été la cible d'une diabolisation incessante pendant plus d'un demi-siècle par la presse corporatiste internationale, mais même eux ne peuvent nier les accomplissements exceptionnels du gouvernement cubain dans la provision d'éducation et de soins gratuits du plus haut niveau.

Le Parti du Travail de la République du Congo a témoigné une certaine fidélité envers les principes marxistes de Ngouabi en envoyant 280 étudiants à La Havane se former à devenir [médecins](#). Des [formateurs](#) cubains ont été invités au Congo pour y apporter des méthodologies pédagogiques en vue d'améliorer le système éducatif du pays.

L'horizon stratégique de l'Empire: la guerre

En avril 2012, le Ministère de la Défense français a publié un [rapport](#) intitulé « Horizons stratégiques » qui décrivait l'avenir des intérêts français en Afrique. Le rapport affirmait que des puissances rivales comme la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil, de pair avec l'essor du nationalisme pan-africaniste, présentaient la plus grande menace pour les intérêts français sur le continent.

Le rapport indique que des problèmes comme ceux des conflits ethniques et le terrorisme religieux vont nécessiter la poursuite de la présence militaire de troupes françaises en Afrique et que ces troupes seront en liaison non pas avec des états étrangers, mais avec des entrepreneurs privés locaux. En d'autres termes, l'avenir des intérêts néo-coloniaux français en Afrique dépend de la fomentation de guerres civiles et de la privatisation totale des états-nations africains.

Ces cinq dernières années j'ai soutenu qu'à notre époque, l'impérialisme occidental avance sur les bases d'une symbolologie gauchiste. Les coups d'État populistes soutenus par la CIA du Printemps Arabe en 2011 attestent de ce fait. Mais le Printemps Arabe n'était que le début. Matthieu Pigasse, directeur de la banque Lazard et confident de François Hollande, propriétaire du journal *Le Monde*, a affirmé en 2012 qu'il voulait voir l'idéologie du Printemps Arabe se répandre à travers toute l'Afrique. Les entreprises françaises, arguait-il, n'allaient à l'avenir traiter qu'avec des organisations de la « société civile », plutôt qu'avec des gouvernements africains « corrompus ». Ce que cela indique au bout du compte, c'est que l'oligarque Pigasse désire voir une éruption de chaos dans tous les états-nations

africains afin que leurs ressources puissent être privatisées par des banques et entreprises occidentales au nom de la liberté, de la démocratie et du dernier slogan en date de l'oligarchie, la « révolution populaire ».

En France, les médias pseudo-gauchistes de l'opposition ont été aux avant-postes de la désinformation concernant la République du Congo. Ils expriment fréquemment leur indignation vis-à-vis du gouvernement français pour son soutien à un régime tellement « génocidaire » en Afrique, alors qu'en réalité les gouvernements français et étasunien soutiennent ses adversaires.

Nous avons déjà fait mention des mensonges validés par Amnesty International à propos du recrutement par le Colonel Qaddafi de « mercenaires africains », rapportés avoir massacré des « manifestants pacifiques » pendant l'insurrection de 2011 en Libye.

Des histoires similaires ont récemment été concoctées par des intérêts français puissants. Mais certains de ces mensonges se sont retournés contre eux. L'ancien dirigeant de l'énorme entreprise française ELF Loïc Le Floch-Prigent et son avocat Norbert Tricaud ont été amenés devant un tribunal français pour diffamation, après qu'ils aient déclaré que le mercenaire français Patrick Klein avait été recruté par le gouvernement congolais pour massacrer des opposants politiques. Klein a réfuté ces allégations et emmené Le Floch-Prigent devant les tribunaux pour [diffamation](#).

Il est intéressant de noter que l'avocat Norbert Tricaud est parvenu à recruter la petite-fille de Marien Ngouabi dans sa campagne d'accusation du Président Denis Sassou-Nguesso pour l'assassinat de son grand-père; pourtant dans ses interviews, Tricaud fait complètement l'impasse sur le rôle de la CIA et des services secrets français dans le meurtre de Ngouabi. Il n'est pas non plus fait mention du fait que l'épouse française de Ngouabi, la grand-mère du client de Tricaud, était en réalité une espionne française! Aucun responsable français ou étasunien n'a été mis en accusation pour l'assassinat de dirigeants africains, en dépit du fait que les agences de services secrets des États-Unis et de la France aient été derrière les meurtres de douzaines de révolutionnaires africains et de chefs d'état.

Tricaud affirme, dans l'une de ses interviews, être un avocat engagé dans la lutte contre l'esclavage et pour les droits des autochtones. Il se réfère régulièrement au gouvernement de Sassou-Nguesso comme à une « dictature », oublieux du fait que l'administration de Sassou-Nguesso a été la première en Afrique à édicter des lois accordant des droits aux peuples pygmées indigènes, qui pendant des siècles ont subi des conditions d'esclavage aux mains des colonisateurs Bantous. Il est important d'étudier la méthodologie trompeuse employée par les gens comme Tricaud. Il semble critiquer la politique étrangère occidentale offrant une béquille aux dictateurs africains, tout en faisant dans le même temps la promotion d'interventions militaires impériales déguisées en interventions humanitaires.

Sur sa [page](#) Facebook Norbert Tricaud (l'homme résolu à découvrir qui a tué le révolutionnaire communiste Marien Ngouabi) se vante de faire du lobbying en faveur du Général Mokoko, qui est d'extrême-droite, avec un conseiller du Secrétaire d'État US John Kerry ainsi que plusieurs ONG. Jean-Marie Michel Mokoko a tenté un [coup d'État](#) contre le gouvernement de la République du Congo plus tôt cette année, en affirmant qu'il avait le gouvernement français à ses côtés.

Une vidéo postée sur Internet montre Mokoko dans le bureau de Sylvain Maier ourdissant un coup d'État contre Sassou-Nguesso avec un agent de la DGSE (services secrets extérieurs

français). Dans cette vidéo, l'agent des services secrets français avertit Mokoko, « si tu me trahis tu es mort ». L'agent de la DGSE donne des billets d'avion et une enveloppe d'argent à Mokoko. L'agent de la DGSE explique comment les services secrets français vont orchestrer la couverture médiatique du coup d'État pour convaincre les citoyens congolais que Mokoko est démocratique. Il explique également comment les services secrets français vont organiser l'état d'urgence suivant le coup d'État et le couvre-feu militaire, en blaguant que « les Africains ne sont pas courageux » et qu'ils se tourneront vers les putschistes pour être protégés.

La vidéo a été filmée dans le cabinet de l'avocat français Sylvain Maier, qui a été [condamné](#) pour blanchiment d'argent.

Radio France Internationale (RFI), média public français, a été en mesure de confirmer l'authenticité de la vidéo et a fait des pieds et des mains pour distraire l'attention de la preuve avilissante de la conspiration néo-coloniale française, en affirmant que le [document](#) était utilisé par le dictateur pour discréditer un adversaire « sérieux ».

Encore sur sa page Facebook, Tricaud appelle à la création d'un « corridor humanitaire » à Pool, pour « protéger les civils ». La phrase « corridor humanitaire » a été inventée par le Dr. Bernard Kouchner en 1968, alors que la France s'efforçait de créer un état client dans le Biafra, au Nigeria. Kouchner, qui avait fondé « Médecins Sans Frontières », avait appelé à l'établissement d'un tel corridor dans le pays pour aider les citoyens prétendument bombardés par le gouvernement nigérian. Finalement, des armes par milliers furent introduites clandestinement à bord d'ambulances à destination des insurgés soutenus par la France.

Norbert Tricaud a récemment accompagné une délégation de 19 politiciens congolais pour faire du lobbying auprès du Congrès US et du National Endowment for Democracy (NED), un think-tank étroitement lié à la CIA et l'un des sponsors centraux des « soulèvements populaires » de la « société civile ». Ces réunions prouvent que le changement de régime soutenu par les USA et la France à Brazzaville a désormais atteint un stade avancé de préparation. Que Denis Sassou-Nguesso deviendra indubitablement le prochain dirigeant africain à faire face à une diabolisation médiatique massive ainsi qu'à une guerre de l'information, tandis qu'une guerre d'agression par procuration menée par des mercenaires à la solde de la France et des États-Unis semble de plus en plus probable.

L'accent mis par Sassou-Nguesso sur l'industrie lourde, les infrastructures publiques et le renforcement de l'autorité et du rôle de l'État, tout en attirant davantage d'investissements de la part de puissances émergentes, sont les facteurs qui ont fait de lui un ennemi de l'Empire. Dans son discours inaugural, Denis Sassou-Nguesso a promis de combattre la corruption et le népotisme. Il a dit que son mandat serait le commencement d'une rupture radicale avec le passé. Le président congolais a peut-être fait référence au fait que l'équilibre des pouvoirs à l'échelle mondiale est en train de changer en faveur de la Chine, de la Russie et de l'ordre mondial incarné par les BRICS, et qu'un tel changement tectonique dans la distribution de la puissance impériale figure de bonnes nouvelles pour l'Afrique.

Cependant, bien que le représentant du gouvernement français Jean-Louis Borloo ait suavement décrit le discours du président comme un « monument visionnaire », il est clair que le gouvernement français et l'establishment médiatique soutiennent la pseudo-opposition et leur milice terroriste, dans une tentative désespérée pour sauver le vieil ordre

colonial qui se décompose sous nos yeux, et qui est totalement inique.

Le choix concret auquel la population du Congo-Brazzaville est confrontée est celui d'une paix relative et du progrès économique sous le président Sassou-Nguesso, ou alors du chaos, de la guerre et de la mort sous ses adversaires soutenus par l'Occident.

Les citoyens congolais feraient bien d'ignorer les théories de la conspiration appuyées par l'Occident entourant le décès de Marien Ngouabi, et de plutôt suivre la voie de Sassou-Nguesso qui, malgré ses nombreuses lacunes et crimes présumés, en fait plus pour raviver l'esprit de Marien Ngouabi que beaucoup de ses opposants. La question aujourd'hui n'est pas de savoir qui a tué Ngouabi mais qui, au sein de la jeunesse du pays, va poursuivre son héritage.

Gearóid Ó Colmáin, le 27 avril 2016

Article original en anglais : [Crisis in Congo-Brazzaville : France's hidden hand](#), 27 avril 2016.

Traduit par Lawrence Desforges, [Global Relay Network](#)

La source originale de cet article est [ahtribune.com](#)
Copyright © [Gearóid Ó Colmáin](#), [ahtribune.com](#), 2016

Articles Par : [Gearóid Ó Colmáin](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca